

Bruxelles, le 16.10.2019  
C(2019) 7490 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 16.10.2019**

**relative au financement du programme d'action annuel en faveur de la République  
islamique de Mauritanie**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 16.10.2019

### relative au financement du programme d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie, il est nécessaire d'adopter une décision de financement, en conformité à l'article 24 du règlement (UE) 2018/1877.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national concernant la Mauritanie pour la période 2014-2020<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : (a) valoriser le potentiel agricole et pastoral du pays pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle et récurrente d'une partie de la population ; (b) garantir l'État de droit, en tenant compte des liens établis entre la sécurité et le développement, la consolidation de la démocratie et la prévention des conflits ; (c) améliorer l'accès universel et équitable aux services de santé.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (EDF) (ci-après l'«accord interne »)<sup>5</sup> consistent à contribuer à donner aux individus en Mauritanie les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge.

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie, C(2014) 3644 final du 12.6.2014

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (5) L'action intitulée « Programme d'appui au secteur de la santé 2 (PASS 2) » vise à améliorer et à rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité en ligne avec les objectifs du plan national de développement sanitaire et de la stratégie nationale de protection sociale.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (8) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>6</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (9) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (10) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) L'action prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le programme*

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre du programme d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie, présenté en annexe est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante « Programme d'appui au secteur de la santé 2 (PASS 2) », présentée dans l'annexe.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 24 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

---

<sup>6</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

### *Article 3*

#### *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.2 de ladite annexe.

### *Article 4*

#### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

### *Article 5*

#### *Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe sélectionnés conformément au point 5.4.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 16.10.2019

*Par la Commission*

*Neven MIMICA*

*Membre de la Commission*